

## *Un observatoire pour éclairer les débats*

En septembre 2017, un groupe de six chercheurs a accepté de participer au conseil scientifique d'un observatoire de la mixité sociale, porté par l'association Habitat et Humanisme.

Notre première réaction à cette sollicitation a plutôt été celle d'une certaine réserve. Mixité sociale... Est-ce que tout n'a pas déjà été dit ou écrit sur cette notion et les ambiguïtés de ses usages ? Depuis plus de trente ans, on ne compte plus en effet, les articles, ouvrages de chercheurs et débats qui continuent d'interroger le sens de la mixité sociale. Les critiques ont à peu près la même teneur, revenant sur le flou de sa définition, les pré-supposés sociologiques qui la légitimeraient comme objectif, ou encore les effets pervers des politiques menées en son nom, surtout lorsqu'elle s'applique à des quartiers populaires dont on cherche à déconcentrer la pauvreté. L'impression de redites et d'une tentative vaine d'explication des tenants et aboutissants de la mixité sociale n'était d'ailleurs pas sans lien avec le fait qu'une partie des chercheurs interpellés ont été des acteurs de cette critique, voire même pour certains, accompagnateurs des politiques mises en œuvre.

Pourtant, cette remise en question récurrente et internationale de la notion par le monde académique n'a pas empêché son poids grandissant, à la fois dans les discours médiatique et politique, et dans les politiques publiques. Au contraire même, depuis les années 2000, jamais la mixité sociale n'a été un objectif aussi central des politiques urbaines, scolaires et de l'habitat en France, s'incarnant dans des dispositifs législatifs de plus en plus précis et contraignants.

### **UN DIALOGUE IMPOSSIBLE?**

Ce décalage a engendré, au fil du temps, une sorte de dialogue impossible entre des chercheurs qui constatent, enquête après enquête, les mêmes limites des politiques sur le terrain; des politiques publiques nationales qui ne changent pas; des élus locaux pris entre l'obligation de mise en œuvre de ces dispositifs dont ils ne partagent pas toujours les orientations, leurs propres difficultés de gestion des situations locales et les attentes diverses de leurs électeurs. Et d'interpeller fréquemment les chercheurs : « Oui d'accord, mais nous, on fait quoi ? »

Comment dépasser ce clivage sans renoncer pour autant à la posture de distance critique du chercheur, mais en analysant aussi les logiques de l'acteur confronté à des problèmes publics auxquels il doit apporter des réponses ? N'aurait-on pas intérêt à ce que ce dialogue se renoue, que ce soit pour participer au débat sur d'éventuelles alternatives à la mixité ou pour permettre un effet réciproque d'ajustement ?

Depuis quelques années, des voix se font entendre en ce sens, que ce soit pour interroger « l'après » de la mixité sociale ou proposer « d'essayer vraiment la mixité », ce qui

n'aurait pas été vraiment le cas jusque-là. Les acteurs d'Habitat et d'Humanisme nous invitaient à cela, partant d'une représentation plutôt positive de la mixité fondée sur les retours de leurs expérimentations locales et des destinataires, mais sentant aussi la nécessité d'une analyse plus rigoureuse et d'engager un débat public de cette notion de mixité. En nous proposant cette collaboration, ils ont suscité en nous l'envie d'essayer une nouvelle fois, de faire entendre notre voix.

Nous sommes bien sûr conscients qu'en participant à l'observation d'une réalité dont les contours restent flous, nous risquons de faire exister encore davantage une notion dont nous critiquons nous-mêmes les usages et la pertinence. Mais nous relevons le défi, considérant que cette démarche d'Observatoire des « mixités sociales » plus que de « la mixité », peut être l'occasion d'apporter des éclairages croisant à la fois les approches disciplinaires et les regards théoriques et pratiques.

C'est bien le sens de l'engagement du comité scientifique dans cette aventure collective non sans lien avec un intérêt partagé par ses membres pour l'action, ses acteurs, et la perspective d'échanges sur cette notion controversée et sur les initiatives locales qui s'y réfèrent.

**LE CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'OMIS : CLAIRE CARRIOU, ERIC CHARMES, CHRISTINE  
LELÉVRIER, CHRISTOPHE NOYÉ, LIONEL ROUGÉ, STÉPHANIE VERMEESCH**